

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{me} ANNEE — N° 130

Du 26 Juin au 16 Juillet 1972

LE NUMERO :

0,80 F

Les vautours de la « paix universelle » se sont réunis

Les accords pour la « limitation des armements », ou pour le « désarmement général », pour la « solution pacifique des conflits entre les Etats », pour la sauvegarde de l'« indépendance des nations », etc., sont aussi vieux que le capitalisme, qui n'en reste pas moins fondé sur la lutte, tantôt commerciale et tantôt armée, sur la négation de toute indépendance du petit à l'égard du grand, sur l'armement permanent, sur la solution des « conflits » par le seul moyen réel : la force.

Tout au long de l'histoire sanglante de ce régime, le mouvement prolétarien et communiste (les réformistes petits-bourgeois appartiennent au camp du capitalisme et ne peuvent parler ni au nom du prolétariat, ni au nom du communisme) n'a jamais donné sa caution au mythe de la paix, de l'égalité, du désarmement, de la coexistence harmonieuse des peuples sous le règne du capital. Ce mythe, dont on a bercé la chair à canon ouvrière pendant un siècle et demi, de soi-disant « communistes » le présentent pourtant aujourd'hui comme la révélation, le bréviaire, le catéchisme du siècle.

La profondeur de l'abîme contre-révolutionnaire dans lequel nous vivons depuis plus de trente ans peut se mesurer au fait, indubitablement symbolique, que la « déclaration conjointe » Nixon-Brejnev est née dans les salles d'où jaillit, en 1920, le cri de guerre du 11e Congrès de l'Internationale communiste au capitalisme mondial et à ses administrateurs et gendarmes anglo-américains.

Dans ces salles où s'entassaient prolétaires et militants de toute la planète, dans ce Moscou encore terni par la guerre civile et la faim, l'antagonisme irrémédiable entre les classes, leurs idéologies, leurs buts et leurs programmes apparaissaient comme une réalité tangible, vivante : entre ces deux mondes, entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la démocratie et le communisme, il ne pouvait y avoir, selon le mot de Marx, que « le combat ou la mort ».

Dans les salles emplies de diplomates, de gangsters et d'affairistes de 1972, dans un Moscou touristique remis à neuf pour les accueillir, on a certes prétendu que les deux moitiés du monde étaient encore divisées par des conflits idéologiques nés de « systèmes sociaux » différents, mais on a bien vite ajouté que de telles divergences « ne sont pas un obstacle au développement de relations bilatérales normales » basées sur le principe de la « coexistence pacifique » ; que, plus encore, sur leur solide base, « la souveraineté, l'égalité, la non-intervention dans les affaires intérieures et l'avantage réciproque » peuvent et doivent régner entre ceux qui constituaient, il y a un demi-siècle, deux armées sur le pied de guerre dont aucune n'aurait jamais reconnu la « souveraineté » de l'autre, aucune ne se serait sentie l'« égale » de l'autre, aucune ne se serait engagée à ne pas « intervenir » dans les affaires intérieures de l'autre, aucune n'aurait voulu céder quelque « avantage » que ce soit à l'autre.

C'est dans ces salles et dans ce Moscou de 1920 que retentit pour les militants de tous les pays l'ordre « de démasquer non seulement le

social-patriotisme déclaré, mais aussi l'hypocrisie et la fausseté du social-pacifisme », de « démontrer systématiquement aux ouvriers que, sans renversement révolutionnaire du capitalisme, aucune cour d'arbitrage internationale, aucune négociation sur la réduction des armements, aucune réorganisation "démocratique" de la Société des Nations (l'ONU de l'époque) ne pourront sauver le genre humain de nouvelles guerres impérialistes ».

En 1972, à Moscou, ces mensonges sont au contraire devenus l'Alpha et l'Oméga du cycle historique actuel : non seulement les USA et l'URSS proclament, les yeux levés au ciel et la main sur le cœur, qu'ils « continueront leurs efforts pour limiter les armements », mais ils nous assurent qu'ils considèrent « comme objectif final de leurs efforts la réalisation d'un désarmement complet et général » (le règne de dieu sur la terre, c'est-à-dire l'ironie involontaire ?) « l'instauration d'un système efficace de sécurité internationale » (le règne de la police, avec division des tâches selon les sphères d'influence). L'« hypocrisie » dénoncée en 1920 est devenue la « vérité » de l'an de grâce dans lequel nous avons le bonheur de vivre.

Dans ces salles et dans ce Moscou de 1920, le chef d'un parti communiste de fait et pas de nom seulement, et d'une Internationale révolutionnaire et non démocratique, martelait ces paroles : « La politique nationale de l'Internationale communiste ne peut se limiter à la pure reconnaissance verbale, formelle, qui n'engage à rien en pratique, de l'égalité des nations à laquelle se limitent les démocrates bourgeois, qu'ils se déclarent ouvertement tels ou qu'ils se masquent du nom de socialistes ».

Dans ces salles et dans le Moscou de 1972, c'est précisément cette reconnaissance verbale — et pouvait-elle être autre chose que verbale dans la bouche d'un Nixon (dans l'hypothèse pour nous absurde qu'un Brejnev soit le champion d'une autre « race » sociale) ? — qui a été écrite et signée, tandis que le

champagne coulait à flots et que l'on échangeait d'amicales poignées de main, par les super-chefs de deux « systèmes » prétendument « différents ».

Dans ces salles du Moscou de 1920, ces paroles s'amplifiaient tout naturellement : « Le nationalisme petit-bourgeois réduit l'internationalisme à la reconnaissance de la parité juridique des nations et » (pour ne rien dire du caractère purement verbal de cette reconnaissance) « laisse intact l'égoïsme national, tandis que l'internationalisme prolétarien exige avant tout la subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays aux intérêts de cette lutte dans le monde entier, et exige en outre que la nation qui a vaincu sa propre bourgeoisie soit capable des plus grands sacrifices nationaux et soit disposée à les affronter pour abattre le capital international ».

Dans ces salles du Moscou de 1972, la « lutte prolétarienne dans le monde entier » a disparu, même comme fantôme inoffensif ; l'internationalisme s'y concilie avec la « souveraineté » et la « non-ingérence réciproque » ; la réalité d'une lutte qui rassemble les prolétaires de tous les pays est remplacée par les « affaires intérieures » qui, partout, dressent les prolétaires les uns contre les autres, et dans lesquelles, de toutes façons, aucun prolétaire-frère ne peut fourrer son nez.

Pour le marxisme vivant et passionné du Moscou de 1920, le commerce engendrait les guerres et la

merchandise était la manifestation élémentaire du rapport capitaliste. Dans le brouet empoisonné servi par Brejnev sous le nom de marxisme, les « liens commerciaux et économiques » facilitent au contraire la « collaboration internationale » et concourent à cette « modération dans les rapports réciproques », à cette « prévention des confrontations militaires », à cet « aplanissement des divergences par des systèmes pacifiques » qui dominent la pensée des Grands, ces mêmes Grands qui arrosent délicatement de bombes, conventionnelles ou non, les plates-bandes planétaires afin que pousse le splendide édifice des « échanges et des liens culturels » et, bien entendu, du tourisme... au mausolée d'un Lénine réduit à l'état d'icône inoffensive.

Pour les militants réunis au Kremlin en juillet-août 1920, rien n'était plus repugnant que le langage de quaker mielleusement philanthropique de Wilson. Pour les diplomates, gangsters et affairistes réunis dans les salles du Kremlin en 1972, ce langage est une musique, une poésie ! Ecoutez-les, ces pauvres Grands qui portent sur leurs épaules écrasées tout le poids du monde : « Les Etats-Unis et l'URSS ont une responsabilité spéciale... (celle de) faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que n'apparaissent pas des conflits ou des situations telles qu'ils augmenteraient les tensions internationales ; en conséquence, ils essaieront de promouvoir les conditions permettant à tous les pays de vivre en paix et en sécurité, sans être l'objet d'in-

terventions de l'extérieur dans leurs affaires intérieures ».

Des foyers de tension, de conflit, de guerre apparaissent-ils ? Les Grands n'y sont pour rien ; ils feront, soyez-en certains, « tout ce qui est en leur pouvoir » pour qu'ils disparaissent. Existe-t-il un pays qu'ils ne tiennent sous leurs griffes, grâce aux bombes, aux capitaux ou aux marchandises ? Et pourtant, dans le langage quaker et octueusement humanitaire de l'axe Moscou-Washington de 1972, c'est à eux d'empêcher que des « interventions de l'extérieur » viennent troubler la « paix intérieure » des différents pays ! Ils ne réclament pas, les pauvres, de « droits spéciaux ou d'avantages d'aucune sorte dans les affaires mondiales » ; pas du tout, puisqu'ils « reconnaissent l'égalité souveraine de tous les Etats » ! Que l'un soit pauvre et l'autre riche, l'un grand et l'autre petit, l'un avancé et l'autre arriéré, peu importe : ils sont « égaux », et ils sont « souverains ».

Eux, les Grands, ne réclament rien. Certes, ils ont tout pris !

Eux, les Grands, ne réclament aucun droit particulier. Certes, ils ont la force !

Eux, les Grands, sont les défenseurs de la paix. Certes ils ont transformé l'univers en cimetière !

Allons, il faut donner la carte du P. C. à Nixon ! Et vous, Messieurs de la Maison Blanche, honorez comme il convient ces agents électoraux de première force du président sortant que sont Brejnev, Kossyguine et Podgorny !

La C. G. T., la C. F. D. T. et la lutte des classes

A considérer superficiellement la polémique actuelle entre la C.G.T. et la C.F.D.T., on pourrait s'imaginer que sont débattues des questions vitales pour la classe ouvrière et son émancipation.

Des paroles " graves " ...

Ne voit-on pas la C.G.T. faire le reproche à sa rivale « de réaffirmer sa préférence pour des actions ponctuelles » et de montrer « son peu de goût pour des actions à caractère national » ? Et " France Nouvelle " du 16-22 mai d'expliquer sur un ton docte que la lutte des classes exige de « favoriser les luttes à tous les niveaux (de leur) assurer un développement unitaire... pour battre en brèche la résistance concertée du patronat et du pouvoir », ajoutant gravement que « l'action dite " d'envergure ", loin de s'opposer aux " actions ponctuelles " en est nourrie et les fortifie en retour d'un regain de confiance et de conscience... »

Bref, la C.G.T. et sa muse politique, le P.C.F., font mine d'accuser la C.F.D.T. de ne pas voir que la véritable question en matière de lutte sociale, c'est celle de l'Etat, ignoré par le « socialisme autogestionnaire » qui accorde sa faveur aux actions locales.

De son côté, la C.F.D.T. répond qu'elle ne nie aucunement les actions « à caractère national » puisqu'elle sait y participer également, comme en décembre 71 sur la retraite et maintenant sur le salaire à 1000 F, mais qu'elle n'était pas d'accord avec celle du 7 juin, pour des raisons précises : « Cette journée-éteignoir, déclarait E. Maire (cf. " Le Monde " du 6 juin), est très clairement

destinée à casser toute dynamique d'action. Au fond, la C.G.T. ne croit pas à l'efficacité syndicale. Elle veut obtenir un changement de majorité électorale. Cela l'a amenée à avoir une attitude de frein dans les dernières luttes. Pour la C.G.T., tout se joue électoralement, et non syndicalement. »

Si l'on en croit donc la C.F.D.T., les organisations syndicales ne peuvent pas jouer leur rôle si « elles obéissent à des mots d'ordre définis à l'extérieur de l'organisation syndicale ». La C.F.D.T., elle, au lieu de se conformer à des décisions bureaucratiques d'Etat-major, comme les « communistes », reste près de la base. Elle fait confiance à la « sponta-

...pour masquer la collaboration des classes

Au cours de la campagne pour la préparation de la « grève la plus puissante depuis mai 68 » aux dires du P.C.F., " l'Humanité " du 30 mai écrit : « Dans un pays aussi avancé que le nôtre (ah ! misérable chauvins ! (NdR), il faut que soit présenté comme un insupportable scandale, un honteux (!) anachronisme, l'existence de ressources misérables : il faut culpabiliser le patronat et le pouvoir... » !

Et G. Ségué d'enchaîner dans une interview au " Figaro " du

néité des masses ». Bref, elle critique les positions de la C.G.T. à la manière « syndicaliste ».

Par ailleurs, ces deux syndicats cassent ensemble du sucre sur le dos de F.O. pour sa « pratique réformiste » et sa « politique de collaboration de classes ». La C. F. D. T. n'a-t-elle pas reproché dernièrement à F. O. de « renoncer à son indépendance financière » (?), oubliant allègrement les millions que la C.G.T. et la C.F.D.T. touchent annuellement du gouvernement pour « services rendus ».

En tout cas, apparemment, il existe des raisons tout à fait sérieuses de donner une réponse claire aux questions soulevées, mais il est impossible de trancher ces questions épineuses sans les replacer dans le cadre de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Comment, par conséquent, les deux centrales conçoivent-elles la lutte contre la bourgeoisie ?

6 juin : « Nous avons donné trop de preuves de notre sens des responsabilités pour être accusés d'être des obsédés du désordre. Mais un ordre fondé sur une injustice sociale aussi flagrante et insupportable porte en lui de sérieuses perturbations qui peuvent devenir inévitables si nos efforts de négociations continuent à être rejetés. »

Donc, il faut des changements pour éviter les désordres : et les

(Suite page 4)

PERMANENCES DU PARTI

♦ A PARIS : Nouvelle adresse : 20, rue Jean-Bouton, (12^e). Métro Gare de Lyon, escalier métallique au fond de la cour à gauche. Permanences : le samedi, de 15 h. à 19 h. et le dimanche, de 10 h. à 12 h.

♦ A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du " Prolétaire ", 7, crs d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Luttes économiques et luttes politiques

Le marxisme — comme il apparaît du reste clairement dans la série de citations récemment publiées dans ces colonnes — a toujours reconnu le rôle fondamental des luttes économiques des ouvriers, pour la défense de leurs intérêts dans les limites de la société bourgeoise et, surtout, comme moyen leur permettant de prendre conscience du caractère inconciliable de leurs intérêts et de ceux des bourgeois, et par suite de la nécessité d'une transformation révolutionnaire de la société.

Lénine (dans « sous-titre même de " Que faire ? ") définit comme particulièrement « brûlante » la définition correcte des rapports entre luttes économiques et luttes politiques, entre organisation immédiate à caractère essentiellement revendicatif et organisation révolutionnaire à caractère politique. Pour nous, il est important de reprendre ces thèmes pour deux raisons essentielles; parce que Lénine n'en a pas donné une interprétation « nouvelle » et qu'ils s'insèrent tout naturellement dans l'unique filon du marxisme révolutionnaire, réaffirmant nos critiques d'hier et d'aujourd'hui aux mouvements que nous avons tour à tour définis comme ouvriéristes, immédiatistes, spontanéistes ou ordlinovistes; ensuite parce que pour ces nouveaux extrémismes infantiles appelés à se multiplier dans la confusion générale, il semble que ce soit une mode de considérer l'analyse de Lénine comme « dogmatique » et « autoritaire » quand ce n'est pas comme le produit des âges « sous-développés ». Cela démontre que l'histoire repose continuellement des problèmes qui, pourtant, semblaient tirés au clair une fois pour toutes et exige, par conséquent, de la part des forces en lutte une clarté, une fermeté et une décision toujours plus grandes : le prolétariat démontrera qu'il est à la hauteur de sa mission historique seulement s'il est capable de porter à sa tête le parti qui aura la ferme conscience de ses tâches.

La position immédiatiste prend deux formes qui n'apparaissent opposées qu'à l'observateur superficiel : l'opportunisme légalitaire, gradualiste, pacifiste, dans lequel sont tombés les partis désignés par les noms officiels de socialistes et communistes, et l'activisme infantile. Selon la première forme, la seule que nous considérerons pour le moment, le prolétariat peut s'émanciper et émanciper la société tout entière en utilisant tel quel l'appareil d'Etat dont la classe bourgeoise se sert pour sa domination. Il suffirait pour cela, selon cette thèse, d'une simple pression politique du parti ouvrier sur le gouvernement, soutenue d'en bas par une poussée économique dirigée par les syndicats.

Dans cette déformation de base — qui conduit à se mettre au service des institutions bourgeoises — les luttes économiques sont le support élémentaire des revendications politiques pour la transformation graduelle de la société. Ces réformistes, qui ne se limitent plus à un « économicisme » brut (comme dans des phases d'immaturité de la société bourgeoise, sont parfaitement cohérents quand ils affirment donner la priorité aux « tâches politiques » et définissent comme « immatures » les luttes « purement » économiques. En apparence, il semblerait que réformistes et révolutionnaires concordent sur la nécessité d'élever les luttes économiques au niveau des luttes politiques.

Mais la différence porte précisément sur la politique que poursuivent les réformistes d'un côté et les révolutionnaires de l'autre. Jamais comme aujourd'hui on n'a vu aussi clairement ce que les réformistes entendent par politisation des luttes économiques : rien d'autre que la subordination des intérêts de classe aux manœuvres de la politique parlementaire pour faire passer telle ou telle ré-

forme, jusqu'à la loi la plus insignifiante, sujette aux « amendements » les plus divers; c'est en somme l'absence de la classe comme unité collective historique poursuivant des intérêts opposés à ceux de la classe dominante.

Lénine a traité ce point d'une manière précise et définitive lorsque dans « Que faire ? », après avoir soutenu la nécessité de « s'occuper activement de l'éducation politique de la classe ouvrière, du développement de sa conscience politique » et avoir ajouté qu'en apparence « sur ce point tous sont d'accord »,

il se livre à une critique serrée de la position de ceux qui s'adaptent à la « réalité » et revendiquent des « mesures concrètes ». L'immaturité du mouvement immédiat sert alors de prétexte pour donner un contenu politique réformiste au mouvement même, comme si la révolution était la « maturation » de la lutte immédiate par l'intermédiaire du réformisme. Ne donnant à la classe que des objectifs « concrets », les réformistes, en réalité, la conçoivent comme une composante de la société bourgeoise et ne font rien pour montrer aux ouvriers que leurs intérêts historiques les portent au-delà des limites imposées par le système social dans lequel ils vivent. C'est ainsi que lorsque les événements eux-mêmes poussent les réformistes à donner un contenu politique aux mouvements immédiats, ils font en sorte que leurs revendications ne mettent pas en question le système bourgeois. Ils y parviennent en orientant la poussée ouvrière vers des revendications interclassistes, comme la réforme de la politique du logement (« terrain d'action favori du socialisme petit-bourgeois » disait Engels), la lutte contre la montée des prix et enfin les dernières trouvailles sur les transports publics et l'environnement (dont chacun sait qu'il appartient « à tous »... n'en déplaise à la propriété privée).

Il est évident, pour tout marxiste, qu'avant tout, ce sont la petite-bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière menacées par le développement ultérieur du capitalisme, qui sont concernées par ces revendications et donc en définitive la grande bourgeoisie, plus que quiconque intéressée, fut-ce au prix de quelques concessions, à la conservation du statu quo social et politique. Dans le meilleur des cas, c'est-à-dire lorsque les revendications sont purement ouvrières, les réformistes répandent dans le prolétariat l'illusion de pouvoir acquérir des positions économiques et politiques stables dans le cadre de la société bourgeoise.

Lénine se pose par conséquent la question : « En quoi doit consister l'éducation politique ? » Et il répond que la conscience à introduire dans la classe est celle « de l'irréductible antagonisme entre les intérêts des travailleurs et toute l'organisation politico-sociale contemporaine ». Ce travail politique plonge ses racines non pas dans les rapports immédiats entre ouvriers et capitalistes, mais dans le programme général et final détenu par le Parti.

Il peut cependant se greffer sur les mouvements réels de la classe car les causes de toute poussée revendicative immédiate des ouvriers peuvent toujours se relier à l'organisation économique, sociale et politique de la société bourgeoise. Aujourd'hui, sous le poids suffocant de l'oppor-

tunisme, l'éclatement de luttes, encore nécessairement insuffisantes et se donnant des objectifs « purement » économiques, nous apportent une véritable bouffée d'oxygène car elles offrent un terrain propice au travail politique des militants communistes.

Lénine n'hésite donc pas — en 1903 — à poser comme revendication ouvrière « la suppression du régime autocratique », c'est-à-dire l'objectif politique révolutionnaire le plus avancé dans cette phase historique (aujourd'hui, naturellement, il ne s'agit pas de revendiquer la suppression du gouvernement Poincaré, comme le crient les « serveurs du peuple », mais d'abattre le régime bourgeois, qu'il soit démocratique ou fasciste).

Marx ne dit rien d'autre lorsqu'à la fin de « Salaire, Prix et Profit » en 1865, où il cherche précisément à montrer l'utilité de la lutte économique et syndicale, il affirme que de la lutte pour un salaire plus élevé les ouvriers doivent parvenir à la conscience de la nécessité de l'abolition du système du salariat lui-même.

Il s'agit d'utiliser les luttes que la situation sociale suscite, même dans les catégories ouvrières les plus insignifiantes, pour développer un patient travail de coordination entre les intérêts immédiats et les buts ultimes du mouvement prolétarien. C'est un travail permanent, qui ne change pas selon les périodes ou les situations; que les syndicats existent ou non, il s'impose aux militants communistes qui doivent savoir au demeurant que cette intervention de la doctrine communiste depuis l'extérieur de la classe ouvrière ne trouve le terrain propre à sa germination et à sa croissance qu'en des moments historiques déterminés.

Toute lutte sociale peut être rapportée au caractère inconciliable des intérêts entre classe travailleuse et organisation politico-sociale, c'est-à-dire entre Etat politique de la classe dominante et classe prolétarienne. Cela signifie que toutes les forces qui défendent (ou tendent même seulement à « réformer ») cet Etat développent un travail de défaitisme ouvert vis-à-vis de la lutte de classe : une telle action rend indispensable la séparation entre réformistes et communistes sur le plan politique, mais les communistes doivent lutter à l'intérieur des organisations économiques dirigées par les opportunistes pour montrer ce qu'elles ne sont pas aux ouvriers qui y adhèrent, même au prix de leur expulsion (ce qui est d'autre part la meilleure démonstration de leur rôle contre-révolutionnaire).

Dans la situation d'aujourd'hui, les communistes révolutionnaires savent parfaitement qu'ils ont affaire non plus seulement aux vieux réformistes qui, s'appuyant sur les intérêts de l'aristocratie ouvrière, cherchaient une voie graduelle et « sûre » pour parvenir au pouvoir, mais encore à de véritables traitres qui ont pour objectif de freiner la poussée, même uniquement « trade-unioniste » des ouvriers, agissant comme un engrenage nécessaire de l'Etat démocratique bourgeois (qui de cette façon réalise une mesure fasciste typique). C'est pour cela que notre « adhésion » syndicale ne signifie en aucun cas adhésion à la politique du syndicat (C.G.T., C.G.I.L. ou autre), qui se maintient aussi dans sa structure, dans ses méthodes de fonctionnement et spécialement dans ses rapports « organiques » avec l'Etat bourgeois.

Cette « adhésion » est seulement le moyen d'établir un contact avec les ouvriers en vue de les pousser sur le terrain de notre politique (qui est le programme historique

de la classe) en faisant lever sur les revendications même purement économiques.

Pour les marxistes il ne peut y avoir de contradictions de principe entre l'intérêt immédiat de la classe et l'intérêt général; d'autre part, c'est dans la lutte, si elle ne s'enferme pas dans des limites étroites et corporatives, que se forge et se cimenter la solidarité entre les exploités : les revendications économiques que les communistes révolutionnaires avancent sont par conséquent bien précises; elles vont bien sûr en sens opposé de celles lancées par les réformistes. Ceux-ci, en effet, tendent à diviser la classe sur le plan économique (exactement comme cherche à le faire la bourgeoisie) et à « l'unir » sur le plan de leur politique de trahison; les communistes révolutionnaires, au contraire, partent de l'unification des luttes économiques sur la base des intérêts communs des prolétaires pour réaliser aussi — à travers la rupture avec l'opportunisme — leur union politique sous la direction du programme communiste. Ces revendications sont par exemple :

- la lutte pour la réduction du temps de travail;
- la lutte pour l'augmentation uniforme des salaires (et contre la différenciation et la formation de catégories particulièrement privilégiées);
- la lutte pour le salaire intégral aux chômeurs et aux retraités, ainsi qu'aux accidentés du travail.

Toutes les autres revendications découlant d'une situation particulière (par exemple l'abolition du travail aux pièces-là, dont la caractéristique fondamentale est d'opposer la classe ouvrière prise dans son ensemble à la classe bourgeoise tout entière. Si on les soutient jusqu'au bout, en effet, ces revendications deviennent incompatibles avec les rapports économiques de la société bourgeoise et mettent à l'ordre du jour leur suppression. De ce fait elles constituent un objectif de classe du prolétariat, cette liaison entre lutte économique et lutte politique que le parti doit appuyer et favoriser en donnant leur extension maximum aux batailles particulières.

Les réformistes partent d'une conception totalement opposée : les ouvriers ne doivent poser que les revendications économiques qui ne mettent pas en crise la société. Ils en arrivent nécessairement à prêcher une « trêve » dans la lutte de classe et à nier ouvertement l'existence du prolétariat comme classe. Partant de l'idée, qu'ils répandent continuellement, d'un développement indéfini du capitalisme, toujours plus débarrassé de ses « injustices » les plus apparentes, c'est-à-dire « réformé », les réformistes finissent nécessairement par éliminer toutes limitations et oppositions entre les classes.

C'est pourquoi ils n'avancent des demandes d'améliorations économiques qu'à l'intérieur des branches industrielles qui traversent une pé-

riode de grande activité, reliant les augmentations de salaires à la productivité; ils ne dirigent également les luttes des autres catégories et éventuellement de toute la classe que vers la réalisation de conditions permettant de garantir l'idéal politique du réformisme, c'est-à-dire le développement général de l'économie nationale avec l'intervention de l'Etat là où l'initiative privée ne suffit pas, etc...

Cette méthode, qui d'une manière partielle et contingente réussit à fonctionner, bien qu'elle soit condamnée à l'échelle générale et historique par les incurables contradictions du capitalisme, suppose dans son développement logique l'intégration de toutes les organisations, même de caractère économique et syndical, à l'Etat et donc la fascisation de la société.

Dans cette évolution, qui butte évidemment contre l'obstacle du développement de la lutte de classe, s'insère logiquement l'actuelle politique des syndicats, le rôle de conseillers zélés qu'ils assument à l'égard de l'Etat bourgeois et même de l'organisation des industriels, sur la manière de surmonter les difficultés de la « conjoncture », leur empressement à organiser de véritables « études de marché » pour démontrer que c'est, non la crise du régime, mais l'incapacité du patron particulier qui rend inévitable l'arrêt du travail... et ainsi de suite.

En conclusion, ce qui distingue les révolutionnaires des opportunistes dans le domaine de la participation aux luttes économiques et syndicales, n'est pas le fait que les premiers politisent les luttes et les seconds les confinent au stade des luttes économiques, mais, comme l'expliquait Lénine dans « Que faire ? », le type de politique que les uns et les autres proposent.

Les réformistes se placent toujours à l'intérieur de la société bourgeoise, ils sont « réels » et « concrets » car ils excluent toute liaison avec le programme révolutionnaire; les révolutionnaires se placent en antithèse de la société bourgeoise et agitent leur programme au vif même des luttes revendicatives. Il s'agit donc d'une manière divergente de participer aux luttes immédiates, qui, à un certain stade, ne peut que se manifester par deux positions antagoniques : d'une part, défense de la société bourgeoise (notamment au nom de la « paix » et de l'« économie nationale »), de l'autre, révolution pour sa destruction.

A un tel stade critique, la lutte pour l'amélioration des conditions sociales de la masse exploitée s'élève à la lutte révolutionnaire pour l'abolition des rapports de production capitaliste. C'est pour quoi, au grand jamais, les révolutionnaires n'abandonneront à elles-mêmes les luttes économiques : leur participation signifie en effet la liaison des luttes présentes avec celles d'un passé glorieux et la préparation d'un avenir lumineux qui se nomme société communiste mondiale.

COMMUNISME ET FASCISME

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages : 8 F

Commandes au prolétaire "

Lutte de classes et « offensive capitaliste »

HIER

Les erreurs dans la pratique de la lutte prolétarienne et les désastreuses déviations qui ont caractérisé historiquement la période de la première guerre mondiale et, pour la seconde, la période de la guerre et de l'après-guerre, sont étroitement liées à l'oubli et l'abandon des fondements critiques de la méthode marxiste.

Marx a relié la prévision de la reprise révolutionnaire du prolétariat aux lois économiques du cours capitaliste.

Les révisionnistes du marxisme ont voulu prendre le système en défaut, affirmant que notre révolution était en retard d'un siècle, alors que Marx avait prévu qu'elle serait plus rapide que la révolution bourgeoise, étant donné l'extension des moyens de liaison et de communication à l'échelle mondiale ; ils prétendent donc que ces lois étaient fausses et que l'histoire la plus récente du régime bourgeois en a démenti la thèse centrale : toujours plus de richesse à un pôle, toujours plus de misère à l'autre.

Depuis cinquante ans, on cite les statistiques qui montrent l'augmentation du salaire et l'accroissement de la consommation du travailleur industriel, on cite les résultats de l'énorme machinerie des réformes sociales qui tendent à empêcher les travailleurs exclus du cycle de l'activité salariée pour cause d'accident, de maladie, de vieillesse ou de chômage, de crever tout à fait de faim. D'autre part, on prétend qu'il existe un succédané aux revendications du socialisme : l'extension des fonctions de l'appareil central de l'Etat, le prétendu contrôle exercé par lui sur les revenus élevés et sur les cas les plus voyants de spéculation capitaliste, la distribution à tous des bénéfices ou de services sociaux et collectifs.

Dans la conception révisionniste, déjà, tout cela tendait à dessiner la possibilité d'une distribution « progressive » et de plus en plus équitable du produit entre ceux qui ont participé à sa production. Aussi, dans cette conception, la puissante aspiration au socialisme dégénérait de plus en plus en une campagne philanthropique mielleuse en faveur de la « justice sociale », stupide formule théorique et littéraire antérieure à Marx et par lui impitoyablement démolie.

La course folle de l'âge monopoliste et impérialiste ramena le capitalisme des charmes de l'Idylle aux horreurs de la tragédie, en aboutissant à la guerre de 14 ; et l'évidence que la misère, la souffrance, les massacres augmentent et se répondent à mesure que le capitalisme persiste, vit et s'accroît, se refléta dans un retour vigoureux des partis ouvriers à des positions radicales et au combat pour la destruction, et non l'amélioration, du système social bourgeois.

Après la confirmation de la seconde guerre mondiale, encore plus décisive sur le plan théorique, les années que nous vivons posent le grave problème de l'absence de retour du prolétariat aux méthodes d'action révolutionnaire dans le monde.

La loi générale de l'accumulation capitaliste est exposée par Marx dans le livre I du *Capital*, au chapitre XXV. Le premier paragraphe affirme tout d'abord que le progrès de l'accumulation tend à faire monter les salaires. La diffusion de la grande production capitaliste (telle qu'elle s'est produite en Angleterre du début du XVI^e siècle au milieu du XVIII^e et dans tout le monde moderne au cours de la seconde

moitié du XVIII^e) a provoqué une augmentation de la demande sur le marché du travail et par conséquent une augmentation du taux des salaires.

Il est donc parfaitement vain de vouloir démentir Marx en arguant du fait que les salaires des esclaves du capital n'ont pas diminué. Car aussitôt après le passage cité, Marx continue ainsi : « Les circonstances plus ou moins favorables dans lesquelles la classe ouvrière se reproduit et se multiplie ne changent rien au caractère fondamental de la reproduction capitaliste ».

Ce caractère fondamental, la loi générale dont il s'agit ici, ne consiste pas seulement dans le rapport ouvrier-patron, mais dans le rapport entre les deux classes dans leur ensemble. La composition de celles-ci varie continuellement. Dans la classe bourgeoise, la richesse accumulée se concentre en se répartissant entre un nombre de mains toujours plus restreint et surtout entre un nombre toujours plus restreint de grandes entreprises.

Ce qui se trouve au bout de cette perspective c'est la « limite atteinte au moment où le capital national tout entier ne formerait plus qu'un seul capitaliste ou d'une seule compagnie de capitalistes ».

En 1890, Engels fit remarquer que cette prévision de 1867 était vérifiée par les « trusts américains et anglais les plus modernes ». Vingt ans plus tard, Kautsky, qui était alors un marxiste radical, confirma que le phénomène s'était étendu à l'ensemble du monde capitaliste. En 1915, Lénine en tira la théorie complète de l'impérialisme. L'école marxiste a maintenant assez de matériaux pour compléter ce texte classique par ces mots : « ...ou encore de l'Etat capitaliste faiseur de nationalisations, qu'il soit dirigé par un Hitler, un Attlee ou un Staline ».

De l'autre côté de la tranchée de classe, Marx suit dans cette analyse centrale, comme dans toute son œuvre, non pas les oscillations du salaire, mais la composition de la population non possédante et sa répartition variable en main-d'œuvre employée et armée industrielle de réserve. Le sens de la loi générale de Marx est que, quel que soit le taux de rémunération des salariés employés temporairement dans les usines, le nombre absolu et relatif de tous ceux qui se trouvent en réserve et ne disposent même pas des ressources que pourrait leur fournir le travail de leurs bras, augmente.

Au quatrième paragraphe du même chapitre, Marx énonce la loi qu'on désigne sous le nom de « loi de la misère croissante » : « La grandeur relative de l'armée industrielle de réserve doit augmenter avec les ressorts de la richesse. Mais plus l'armée de réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation conso- lidée, dont la misère est en raison inverse du labour imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. »

Pour l'économiste vulgaire, la misère et le paupérisme consistent à ne pas avoir de quoi manger. D'après le moine catholique cité par Marx, c'est la charité qui y pourvoit, d'après les conquérants modernes venus d'Amérique, c'est l'UNRRA. Pour Marx, la misère c'est ce qui fait que le Lazare prolétaire entre alternativement dans la tombe

du manque de ressources et en ressort en fonction de la « contraction » et de l'« expansion » incessantes de l'entreprise bourgeoise. Si cette misère augmente, c'est parce qu'augmente démesurément le nombre de prolétaires enfermés dans l'alternative impitoyable : ou bien s'échiner pour le capital, ou bien crever de faim.

L'idée fixe des révisionnistes était que le Marx du *Capital* avait lui-même été révisionniste par rapport au Marx de 1848. La preuve qu'ils n'y ont jamais compris un traitement, c'est que Marx lui-même, dans ce passage, tient à citer en note un texte antérieur même au *Manifeste* de 48, *Misère de la philosophie* écrit en 1847 contre la *Philosophie de la misère* de Proudhon, et que la note se trouve après les mots suivants : « Ce caractère antagoniste de la production capitaliste ». Le passage cité affirme que les rapports de production actuels « ne produisent la richesse de la classe bourgeoise qu'en anéantissant continuellement la richesse de certains membres de la même classe et en produisant un prolétariat toujours plus nombreux ».

AUJOURD'HUI

La condition de tous les sans-réserves, qui en sont réduits à cet état parce que dialectiquement ils sont eux-mêmes une réserve, a été effroyablement aggravée par la guerre. Le caractère héréditaire de l'appartenance à telle ou telle classe économique fait qu'« être sans réserve est plus grave qu'être sans vie. Après les incendies de la guerre, après les bombardements en tapis, comme après tout autre désastre, les membres de la classe laborieuse perdent non seulement leur travail, mais jusqu'à cette réserve mobilière minime que constituent les ustensiles rudimentaires d'une maison. Les titres du possédant résistent en partie aux destructions matérielles, car il s'agit de droits reconnus à exploiter autrui. Et pour mieux graver en lettres de feu la loi marxiste de l'antagonisme, tous peuvent constater que les industries de guerre et de destruction sont celles où se vérifient les plus grands profits et les plus fortes concentrations de richesse dans un petit nombre de mains. L'industrie de la reconstruction ne reste pas en arrière, et la forêt des affaires et des plans Marshall et ERP élit le Grand Officier Chacal pour Administrateur Délégué.

Ce point est donc un des points centraux, et même un des piliers du marxisme, et il n'a fait que se confirmer toujours plus au cours du temps, de 1847 à 1867 et à 1949 (ajoutons 1972 !)

Le prolétaire c'est le « pauvre », non parce qu'il est mal payé, mais parce qu'il est sans propriété et sans réserve. Marx a trouvé ce mot dans un texte de 1754 qui dit que « plus un pays a de prolétaires, et plus il est riche ». « Il faut entendre par prolétaire, écrit Marx, le salarié qui produit le capital et le fait fructifier, et que M. Capital jette sur le pavé dès qu'il n'en a plus besoin ». Marx se moque spirituellement d'un autre auteur qui parle du « prolétaire de la forêt primitive » ! L'habitant de cette forêt en étant aussi le propriétaire, ce n'est pas un prolétaire ! « Il faudrait pour cela qu'au lieu d'exploiter la forêt, il fût exploité par elle ».

La pire barbarie, c'est celle qui règne dans cette forêt moderne qui nous exploite, forêt de cheminées et de baïonnettes, de machines et d'armes, étranges bêtes inanimes qui se nourrissent de chair humaine.

Les guerres ont donc fait entrer sans équivoque des millions et des millions d'hommes dans la masse de ceux qui n'ont plus rien à perdre. Elles ont mis le révisionnisme knock out. Le marxisme radical leur répond en écho de sa phrase terrible : **dans la révolution communiste, les prolétaires n'ont rien à perdre, que leurs chaînes.**

La classe révolutionnaire, c'est celle qui n'a rien à défendre et qui ne peut plus croire aux « conquêtes » illusoire pour lesquelles on l'a trompée entre les deux guerres.

Tout a été compromis par la théorie infâme de l'« Offensive capitaliste ».

La guerre aurait dû provoquer l'initiative et l'offensive de ceux qui n'ont rien contre la classe qui a tout et qui domine tout ; on la présente au contraire comme un tremplin dont la classe dominante se serait servie pour reprendre au prolétariat des acquis, des conquêtes, des avantages inexistant du passé.

La méthode du parti révolutionnaire fut remplacée par une pratique défensive, et par la demande

de « garanties » économiques et politiques dont on prétendit qu'elles constituaient des « conquêtes » pour la classe ouvrière, alors qu'il ne s'agissait en fait que de garanties et de conquêtes bourgeoises.

Il n'y a pas que dans sa phase finale que le *Manifeste* établit ce point fondamental, résultat d'une analyse de la société qui a été murie par des années d'expérience et de lutte. Un autre passage, un de ceux que Lénine appelle les passages oubliés du marxisme, affirme : « Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives sociales qu'en abolissant le mode d'appropriation qui était particulier à celles-ci, et par suite tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne ; ils ont à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée antérieures. »

Dans l'exemple italien, ce fut la fin pour le mouvement révolutionnaire lorsque Zinoviev (qui plus tard a payé cher ces erreurs irrémédiables) donna l'ordre de consacrer toutes les forces à la défense de « garanties » telles que la liberté parlementaire et le respect de la constitution.

Ce qui caractérise l'action des communistes, c'est l'initiative, et non la réponse à des « provocations » : c'est l'offensive de classe, et non la défensive ; la destruction des garanties, et non leur sauvegarde. C'est la classe révolutionnaire qui menace, c'est elle qui « provoque », au sens historique et noble du terme ; c'est à cela que le parti communiste doit la préparer : nous n'avons pas à colmater ça et là de prétendues voies d'eau dans la galère de l'ordre capitaliste, nous devons la faire couler à pic.

Les travailleurs de tous les pays retrouveront le chemin de la lutte de classe lorsque sera rétablie la liaison entre la critique du capitalisme et les méthodes de la bataille révolutionnaire.

Tant qu'on n'aura pas utilisé toute l'expérience des désastreuses erreurs du passé, la classe laborieuse ne pourra pas échapper à l'odieuse protection de ceux qui prétendent la défendre contre les vexations, les menaces et les provocations qui pourraient surgir demain et qui sont déjà intolérables. Cela fait plus d'un siècle que le prolétariat est entravé, écrasé par une exploitation intolérable et qui (selon la loi énoncée par Marx) deviendra de plus en plus intolérable avec le temps.

Dans les pays pseudo-socialistes

« D'importantes modifications constitutionnelles » ont été approuvées par le parlement de la République populaire hongroise. Partant de la prémisse que « les sujets de la loi constitutionnelle ne sont plus les travailleurs, mais les citoyens en général », Janos Kadar déclare solennellement : « Nous sommes en train de construire un Etat socialiste qui sera hongrois ». Il va de soi que dans une République populaire, ce soient les citoyens et non pas les travailleurs qui sont « sujets de la loi » : les travailleurs ne peuvent aspirer qu'à devenir... objets de l'exploitation capitaliste en vigueur non seulement en Hongrie, mais dans tout le prétendu « camp socialiste ».

Le commentateur hongrois de ces « modifications » rappelle que la constitution de son pays fut approuvée le 20 août 1949, fête de Saint Stéphane, « fondateur de l'Etat hongrois », et ceci afin d'« opposer à une fête chrétienne la fête de la Constitution, mais aussi de souligner la continuité qui relie le progressisme de la théorie de l'Etat chrétien d'il y a mille ans (sic !) et la théorie de l'Etat socialiste que nous voulions construire en 1949 ». Il va de soi qu'une République populaire ne peut que respecter les traditions nationales, et si elles remontent à un saint, qu'importe : un patriote n'est-il pas toujours « fils du peuple » ?

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si, au Parlement, la parole a été donnée au « communiste »

Kadar par le vice-président Miklos Beresztoczi qui doit sa notoriété au fait qu'il est prêtre catholique. La « continuité » dont il était question plus haut est appliquée de façon parfaite !

N'en déplaise à Kadar, ce que les Hongrois « construisent » en réalité n'est ni un Etat ni à plus forte raison une société socialiste : ils ne font que progresser lentement sur la voie du progrès capitaliste. Les travailleurs ne deviendront « sujets » du pouvoir que le jour où, se moquant bien de toutes les lois que le Parlement peut faire, ils prendront la situation en mains et abattront le pouvoir établi d'une vigoureuse poussée révolutionnaire pour le remplacer par leur dictature de classe qui n'aura besoin de la bénédiction d'aucun saint Stéphane national !

**

L'U.R.S.S. tente à marche forcée de conquérir une place de partenaire commercial en Europe ; elle continue dans la voie de la « coexistence pacifique » et de l'« intérêt réciproque », conclut des pactes d'amitié à droite et à gauche, crée ses petites banques à Londres et lance ses Soyuz derrière les Saturnes et les Apollos américains. Le commerce extérieur est trop important pour les pays capitalistes d'une certaine importance pour qu'ils ne fassent pas bon visage à mauvaise fortune. C'est le cas pour les échanges U.R.S.S.-Chine populaire qui, après avoir subi une baisse considérable en 1970 à cause des incidents de l'Ossouri et de la

polémique sur le Tibet, l'Inde et le Vietnam, ont augmenté en 1971 et tendent à se rétablir de façon permanente. (« Si les Yankees devenaient les maîtres chez nous, que deviendrait la solidarité des pays socialistes » ?)

C'est un fait que de 42 millions de roubles, ces échanges sont passés en un an à 139. Ce chiffre n'est pas « à la hauteur » des deux pays en question, mais l'important était pour eux « d'activer le commerce ». Mais le plus intéressant, ce sont les relations avec l'Occident, l'Europe surtout, mais aussi le Japon qui, même s'il est situé à l'Est géographique, fait politiquement partie de l'Occident. Il est le premier partenaire de l'U.R.S.S. en 1971 avec 743 millions de roubles d'échanges réciproques, c'est-à-dire presque autant que ceux qu'il entretient avec la Chine populaire. Le fait est important du point de vue non seulement économique, mais politique, puisque la guerre froide entre Russie et Allemagne occidentale s'est « réchauffée » au point de permettre la conclusion d'accords d'amitié entre Bonn, Moscou et Varsovie.

Or, l'Allemagne occidentale n'a que le second rang derrière le Japon avec 667 millions de roubles contre 320 en 1967, soit plus du double qu'il y a cinq ans, ce qui est peu si l'on tient compte de l'augmentation globale du commerce extérieur des deux pays. Il est archi-connu que le

(Suite page 4)

VIENT DE PARAITRE

PROGRAMME COMMUNISTE

N° 55

AU SOMMAIRE

- ◆ Pour mettre les points sur les i.
- ◆ Marxisme et classes moyennes.
- ◆ M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois.
- ◆ En mémoire d'Amadeo Bordiga : V. — Défense du Parti et de la révolution d'octobre.
- ◆ A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Liouvorne.

Le numéro : 7 F — Commandes au « prolétaire »

La C. G. T., la C. F. D. T. et la lutte des classes

(Suite de la 1^{re} page)

luttés sociales ne sont que des indices qui viennent rappeler au capital qu'il doit s'occuper sérieusement de ses propres affaires. En cas de besoin, la C.G.T. pourrait évidemment y aider. Et "Le Figaro" le comprend parfaitement puisqu'il rappelle le temps béni où « le fameux mot d'ordre de la Libération " la grève est l'arme des trusts " favorisait la reconstruction du pays », et puisque dans l'éditorial du même journal, il répond ainsi à la C. G. T. : « Quand M. Séguy nous déclare : « Nous ne sommes pas des obsédés du désordre... ». Nous l'entendons bien. »

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la bourgeoisie a parfaitement réussi à « culpabiliser » la C.G.T. et le P.C.F. sur leurs responsabilités vis-à-vis de l'intérêt national, c'est-à-dire celui du capital.

Quant à la C.F.D.T., voici les leçons qu'elle tire de la « grève exemplaire ! » du Joint Français, par la bouche du bonze F. Nicole : « Ce conflit a été révélateur, en ce qu'il a remis en question le problème de la décentralisation industrielle et le problème des rémunérations... Il faut désormais aboutir à une véritable régionalisation. » (Propos rapportés par "Le Figaro" du 9 mai).

Il est clair que le radicalisme des ouvriers du Joint Français a tenu au radicalisme de l'exploitation et non à celui de la C.F.D.T. qui, pour sa part, a canalisé de façon « exemplaire » la zébrure vers des objectifs à cent lieues des intérêts de classe du prolétariat :

La véritable question : celle du programme

Pour le marxisme révolutionnaire, la société bourgeoise est historiquement destinée à mourir de mort violente, car elle ne vit qu'en faisant naître des antagonismes insurmontables entre les capitaux, les Etats, les classes sociales.

Le prolétariat est pour lui la seule force capable de liquider les obstacles à l'avènement du communisme car le mécanisme productif le pousse inévitablement à la lutte et à l'organisation, tandis que le capital disperse les autres forces, et que, d'autre part, il est la seule classe qui n'a « rien à perdre que ses chaînes » dans le cataclysme social, car il n'a aucun lien avec la propriété. Le communisme, après une période de dictature de la classe victorieuse, nécessaire pour briser les résistances sociales et pour détruire les rapports de production actuels (l'échange, le salariat et donc le capital, l'autonomie des entreprises) sera une société où l'évolution sociale se fera sans antagonismes, sans classes, et donc sans Etat politique.

A cet avenir radieux pour l'humanité, les soi-disant partis « ouvriers » actuels et les syndicats, et ce à l'échelle mondiale, opposent honteusement la morne vision calquée sur celle de la bourgeoisie, selon laquelle le marché et le salariat sont éternels et donc le capitalisme, les frontières nationales et les Etats. Mais ils rêvent d'un capitalisme sans concurrence, donc sans antagonisme entre grand et petit capital, entre nations, entre classes sociales. Le miracle serait réalisé par l'opération de la Sainte Démocratie, monstre à trois faces : politique, économique et sociale, frauduleusement baptisée « socialisme ».

la décentralisation, la régionalisation ! Et on comprend la conclusion tirée par "Le Figaro" : « Tout a été réglé favorablement » !

En fin de compte, il est clair que lorsque la C.G.T. et la C.F.D.T. parlent de « lutte des classes », il ne s'agit évidemment pas de la lutte entre les classes irréconciliables de la société capitaliste, la bourgeoisie et le prolétariat, mais bien de la lutte de toutes les classes de la société pour des idéaux et des objectifs purement bourgeois. Ceci, en langage direct, n'a d'autre nom que la collaboration des classes.

Ainsi, le véritable terrain sur lequel se place la polémique entre la C.G.T. et la C.F.D.T. est le terrain de l'adversaire. Les questions vitales pour la lutte prolétarienne des rapports entre lutte partielle et lutte générale, entre lutte économique et lutte politique sont déliées de la perspective de l'émancipation ouvrière pour trouver place dans celle, dérisoire, de la coexistence entre classe ouvrière et bourgeoisie. Et le ton chicanier de la dispute n'est que celui ordinairement employé par deux laquais s'accusant de ne pas savoir servir leur maître commun.

Les communistes révolutionnaires ne sont donc nullement partie prenante dans un tel débat qui se déroule sur le terrain de l'ennemi de classe. Ce qu'ils opposent à ces polémiques, ce ne sont pas tellement d'autres méthodes, bien que les leurs soient radicalement différentes, mais un autre but, un autre terrain, celui du communisme, séparé de celui où évoluent les deux centrales syndicales par une tranchée de classe.

Cette terne vision dont les hommes de demain riront autant que les démocrates rient aujourd'hui des fétiches des « sauvages » n'est rien d'autre que l'idéalisation des aspirations mesquines de la petite bourgeoisie, aspirations qui se sont propagées dans de larges couches ouvrières à la faveur de la défaite du prolétariat sur le champ de bataille social, de la démoralisation qui s'en est suivie et, dialectiquement, de la domination incontestée de la bourgeoisie à l'échelle internationale. Ainsi la bourgeoisie a pu donner sa solution aux crises du capital : la guerre impérialiste, et elle a pu promettre pour un temps, qu'elle pense évidemment sans limite, une fade « prospérité », en même temps qu'elle fait tomber pour de larges couches du prolétariat de « pays avancés comme le nôtre » des miettes de ses festins impérialistes.

Préserver ces privilèges minables, qui doivent inévitablement se volatiliser à la moindre secousse dans le sous-sol économique, en s'accrochant aux illusions qu'ils engendrent inmonquablement, voilà le sens des aspirations conservatrices des couches « supérieures » du prolétariat des grandes métropoles impérialistes, dont la C.G.T. et la C.F.D.T. (comme tous les syndicats actuels dans les pays avancés) sont l'expression « syndicale », expression qui ne peut donc être que nationale et populaire, c'est-à-dire interclassiste et chauvine.

La reprise de la lutte des classes nous dira en son temps ce que deviendront des organisations qui ne vivent dans leur forme actuelle que parce que se survit le capital et son cortège de souffrances. Ce

qui est certain, en tout cas, c'est que le prolétariat ne pourra les utiliser telles quelles et qu'il ne pourra pas se relever sans cogner directement sur les directions actuelles pour se donner des orga-

nisations économiques les plus larges possibles, de véritables organisations de combat, et pour cela même perméables à la direction révolutionnaire du parti marxiste.

La fameuse " opposition stratégique "

L'opposition entre les deux centrales n'est pas une opposition de doctrine ou de but : disons pour simplifier qu'elle est de « méthode ». Ces divergences sont moins de nature théorique qu'historique. Sans entrer dans les détails de l'évolution historique, donnons-en simplement les résultats.

Le programme du P.C.F. et de la C.G.T. coïncide avec les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie mercantile : supprimer la concurrence du grand capital en le nationalisant et en le contrôlant par l'Etat. Ceci suppose la main-mise sur le pouvoir gouvernemental et donc une vision explicite de parti. La C.G.T., comme tout réformisme, a donc une vision parfaitement cohérente de la subordination des luttes économiques aux luttes politiques, entendues bien sûr comme luttes pour la démocratie, interclassiste, réformiste, etc..., bref : la « démocratie avancée ».

De son côté, le « programme » de la C.F.D.T. coïncide avec les aspirations « progressistes » pour ne pas dire fascisantes des couches supérieures de salariés liant leur sort aux tendances les plus « modernes » du capitalisme : supprimer la concurrence entre grand et petit capital, en supprimant le petit. Comme cela correspond à la tendance naturelle du capitalisme, il n'est évidemment pas utile de se préoccuper du pouvoir d'Etat, qui favorise tout seul ce mouvement, sans avoir besoin d'y être trop poussé, excepté par la concurrence internationale. A l'ombre de l'Etat, il suffit donc pour réaliser la « démocratie socialiste » de demander un peu plus de « pouvoir » dans l'entreprise. La démocratie politique devrait suivre.

Si l'on veut quelques indices « concrets » de cette divergence, il suffit de rappeler comme le fait "Le Monde" du 13 juin, à propos de l'action de la C.F.D.T., que

« les grèves restent localisées à de petites entreprises et épargnent les trusts ». Les moyens et petits bourgeois de ce journal sont bien placés pour s'en rendre compte ! De leur côté, le P.C.F. et la C.G.T. lorgnent sur les petits patrons : les petites et moyennes entreprises « qui n'avaient eu, dans le passé, qu'un adversaire : les travailleurs, commencent à pressentir sinon à comprendre qu'elles en ont un second en la " personne " du grand capital associé à l'Etat... » (" France Nouvelle " des 16-22 mai).

Ce que la C.G.T. reproche à la C.F.D.T., en fait, ce n'est pas de théoriser des « actions ponctuelles » : elle l'a elle-même déjà fait et le fera encore demain car les grèves locales, catégorielles et tournantes, ont le « mérite » d'être celles qui ont le plus de chance de rester coincées dans la défense purement économique (et les bonzes feront toujours tout pour cela) et de condamner la classe à d'éternelles escarmouches d'arrière-garde sans perspectives. Qu'elle lui reproche de ne pas adhérer à la vision « stratégique » de la « démocratie avancée » est bien compréhensible, mais secondaire. On en reparlera demain. Le point fondamental, c'est la condamnation de la classe ouvrière (par C.F.D.T. interposée, qui est d'ailleurs bien innocente d'un tel délit) pour vouloir riposter au capital.

La grève, selon l'expression chère à la C.G.T., est « l'arme ultime, qui ne peut et ne doit être utilisée que si les négociations n'ont pas abouti » et non pas un moyen pour obtenir satisfaction, et non plus le premier acte de la lutte économique. Et ceci tient à la raison simple que la grève (il s'agit de grève sérieuse et non de simulacre) dément la vision misérable selon laquelle les conflits sociaux peuvent s'aplanir avec les progrès de la production et de la démocratie, alors

qu'elle est le produit inévitable non pas de la mauvaise volonté du patron ou de la politique « anti-sociale du pouvoir » mais bien du régime du salariat que la C.G.T. s'imaginerait éternel. Actions d'autant plus condamnables, soit dit entre parenthèses, qu'elles touchent ces Saintes Nitouche de petits patrons plus que les grands monopoles !

Ce que la C.F.D.T., pour sa part, reproche à la C.G.T., ce n'est pas tellement de mettre l'accent sur des prétendues « luttes générales », qui ne sont au demeurant rien d'autre qu'un amalgame de manifestations de mauvaise humeur catégorielle et qui, de toute façon, n'ont jamais dépassé le niveau de manifestations populaires et interclassistes. Ce n'est pas non plus tellement de « faire de la politique » car cette politique est réformiste, démocratique, populaire et chauvine et que demain la poussée du prolétariat résorbera vite les « oppositions stratégiques ».

Ce que la C.F.D.T. condanne (par C.G.T. interposée, mais elle aussi sera lavée par nous de cette accusation sans fondement), c'est la nécessité historique de la transformation de la lutte économique en lutte de classe : c'est donc la mise en garde de principe contre toute action de parti révolutionnaire, c'est la mise en garde de la classe ouvrière contre la révolution.

Il est certain que la reprise de la lutte de classe à laquelle travaille pour sa part le capitalisme et pour la sienne le parti communiste international verront demain ce genre de polémiques se porter sur leur véritable terrain, non plus entre la C.G.T. et la C.F.D.T. dont les directions se mettront vite d'accord sur les « méthodes de lutte » et le lien entre lutte économique et lutte politique, mais bien entre ces directions et les organisations de classe qui devront renaître de la lutte.

Et ces polémiques ne seront pas de simples bavardages tapageurs, mais de véritables batailles, à l'intérieur comme à l'extérieur des organisations syndicales actuelles, contre le capital et ses valets.

Dans les pays pseudo-socialistes

(Suite de la page 3)

plus fort pourcentage du commerce extérieur de l'U.R.S.S. se fait avec les pays de l'Est européen, et celui du commerce extérieur de l'Allemagne occidentale avec le Marché commun et les U.S.A., ce qui confirme la thèse marxiste que les pays capitalistes les plus évolués sont les uns pour les autres les plus forts pôles d'attraction.

En ce qui concerne l'Angleterre, l'Unità du 21 mai notait qu'elle venait en tête des pays européens non « socialistes » pour le commerce avec l'U.R.S.S. avec 641 millions de roubles en 1970. On ne sait pas quelle a été l'évolution en 1971, mais on sait qu'en trois ou quatre ans, le Japon a dépassé dans ses relations avec l'U.R.S.S. l'Italie, l'Allemagne et l'Angleterre. Pour l'Italie, on a 495 millions de roubles en 1971 contre 472 en 1970, faible augmentation si l'on pense au battement fait autour de Togliattigrad et de l'ouverture de relations commerciales de l'U.R.S.S. avec l'E.N.I., Innocenti, Montedison et Pirelli.

La France vient encore après, avec 476 millions de roubles contre 413 en 1970. Quant aux échanges entre U.R.S.S. et U.S.A., ils restaient modestes en 1971 avec 184 millions de roubles contre 161 millions l'année précédente. Voilà pourquoi nous parlons d'une « marche forcée » du commerce extérieur russe : encore aujourd'hui, malgré ses vols spatiaux, la puissance de son armement et son énorme poids politique, l'U.R.S.S. exporte surtout des matières premières, important des pays occidentaux les plus avancés et de certains pays de sa propre « zone » comme la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est des produits finis.

La situation du capitalisme et de l'impérialisme « soviétique » est donc encore bien éloignée de celle que ce vantard de Khrouchtchev prévoyait pour 1980, la caractérisant en outre comme « début de l'ère communiste » ! Du point de vue capitaliste, la Russie a néanmoins fait des pas de géant et l'Unità avait quelques raisons de dire, à propos de sa participation à la Foire de Milan : « La présence soviétique à la Foire n'est plus considérée par les entrepreneurs publics et privés avec la curiosité que l'on accorde aux faits nouveaux, mais avec l'intérêt que l'on a pour un partenaire commercial d'importance exceptionnelle en raison de ses qualités de vendeur aussi bien que de producteur ».

Le vernis « socialiste » s'est écaillé avec le temps, laissant apparaître la réalité du capital qui, justement parce qu'il est une force impersonnelle internationale, traverse tous les rideaux de fer ou de bambou. La Russie contre-révolutionnaire de l'époque de Staline n'était pas compétitive sur le marché mondial, mais elle a rendu au système capitaliste le plus signalé des services en contribuant à écarter tout « péril » révolutionnaire : aujourd'hui elle a sa place parmi les pays bourgeois et siège à la droite du... dieu Capital !

Le paradis du « socialisme auto-géré », la Yougoslavie, est actuellement la scène d'un important mouvement de capital. Il s'agit d'un prêt de cinq ans s'élevant à 100 millions d'euro-dollars qui lui a été accordé par un consortium bancaire dirigé par la Bankers Trust Company à laquelle participent la First National City Bank et la Chase Manhattan Bank.

C'est la première fois que la

Yougoslavie obtient un prêt financier privé du « monde occidental ». Il n'est jamais trop tard, et si l'auto-gestion se maintient dans l'avenir, il faudra... en remercier le Bankers Trust d'Occident !

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1972

LISTE N° 6

Canada, 3 ; François, 240 ; C., 4 ; Christian, soutien, 5 ; R. et R., 40 ; Réunion régionale, 200 ; Paris, mail, 1.462,98 ; Raymond, 20 ; Cavallon, 70.

Total liste n° 6... 2.004,98 F

Total précédent... 23.038,50 F

Total général... 25.043,48 F

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur notre changement d'adresse. Celle-ci est désormais :

" LE PROLETAIRE " B. P. 266 13211 - MARSEILLE CEDEX 1

Directeur-Gérant F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP » 1, 3, 5, Boulevard Schloeing MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

Correspondance :

" le prolétaire " B. P. 266 13211 - MARSEILLE CEDEX 1

Versements :

" le prolétaire " C.C.P. 2202-22 MARSEILLE

Abonnements :

" le prolétaire " 1 an : 15 F (150 FB) 6 mois : 8 F (80 FB) (pli fermé) : 27 F et 14 F

" programme communiste " 1 an : 15 F (150 FB)

" programme communiste " et " le prolétaire " 1 an : 30 F (300 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

.....

- ◆ " prolétaire " : 6 mois.
- ◆ " prolétaire " : 1 an.
- ◆ " programme communiste ".
- ◆ Combiné.

(entourer le signe)